

**SÉNAT DE BELGIQUE**


---

 SESSION DE 2012-2013
 

---

21 MAI 2013

Projet de loi portant assentiment au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hongrie, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède, et au Procès-verbal de signature du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, faits à Bruxelles le 2 mars 2012

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET  
DE LA DÉFENSE  
PAR  
MM. MILLER  
ET VERSTREKEN

---

*Voir:*

Documents du Sénat :

5-1939 - 2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

**BELGISCHE SENAAAT**


---

 ZITTING 2012-2013
 

---

21 MEI 2013

Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, Ierland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, Hongarije, Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden, en met de Notulen van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie, gedaan te Brussel op 2 maart 2012

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN  
VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT DOOR  
DE HEREN MILLER  
EN VERSTREKEN

---

*Zie:*

Stukken van de Senaat :

5-1939 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

## Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président/Voorzitter** : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Patrick De Grootte, Bart De Nijn, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Johan Verstreken.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Ecolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

**Suppléants / Plaatsvervangers :**

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs,  
Wilfried Vandaele.  
Hassan Bousetta, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi,  
Louis Siquet.  
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.  
Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Els Van Hoof.  
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.  
Nele Lijnen, Yokeri Vastersavendts.  
Yves Buysse, Bart Laeremans.  
Zakia Khattabi, Jacky Morael.  
André du Bus de Warnaffe, Bertin Mampaka Mankamba.

## I. INTRODUCTION

La commission a examiné ce projet de loi lors de ses réunions des 7, 14 et 21 mai 2013.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. KOEN GEENS, MINISTRE DES FINANCES

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire a été signé le 2 mars 2013 par vingt-cinq États membres de l'Union européenne. Seuls le Royaume-Uni et la République tchèque ont décidé de ne pas le signer.

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire comprend, outre le préambule, six titres couvrant respectivement :

— titre I<sup>er</sup> : L'objet et le champ d'application du Traité;

— titre II : La cohérence et la relation du Traité avec le droit de l'Union;

— titre III : Le Pacte budgétaire;

— titre IV : La coordination des politiques économiques et la convergence;

— titre V : La gouvernance de la zone euro;

— titre VI : Les dispositions générales et finales.

Le Traité vise non seulement à régler la question de la discipline budgétaire en la plaçant dans le contexte de la stabilité, mais aussi à renforcer la coordination des mesures de politique économique en vue de soutenir les objectifs en matière de croissance durable, d'emploi, de compétitivité et de cohésion sociale.

La crise de la dette souveraine au sein de la zone euro domine l'actualité de l'Union européenne depuis la crise financière de 2008. Cette crise a des effets qui s'étendent dans la zone euro tout entière et même au-delà. La réponse apportée par l'Union européenne et les États membres de la zone euro pour éviter la contagion de la crise a consisté à mettre sur pied différents instruments de soutien financier aux pays en difficulté, à renforcer la gouvernance économique au sein de l'Union économique et monétaire et à prendre des mesures en faveur de la croissance et de l'emploi.

Le Conseil de l'Union européenne a d'abord mis en place la Facilité européenne pour la stabilité financière (FESF) et a ensuite instauré le mécanisme européen de stabilité (MES). Ces différents mécanismes de soutien traduisent, à côté de l'exigence de responsabilité budgétaire, la solidarité entre les États membres.

## I. INLEIDING

De commissie heeft dit ontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 7, 14 en 21 mei 2013.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER KOEN GEENS, MINISTER VAN FINANCIËN

Het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie werd op 2 maart ondertekend door vijftientig lidstaten van de Europese Unie. Enkel het Verenigd Koninkrijk en de Tsjechische Republiek beslisten niet mee te ondertekenen.

Het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie omvat naast de preambule, zes titels betreffende :

— titel I : Doel en toepassingsgebied van het verdrag;

— titel II : Consistentie en verhouding tot het Unierecht;

— titel III : Begrotingspact;

— titel IV : Coördinatie van het economisch beleid en convergentie;

— titel V : Bestuur van de eurozone;

— titel VI : algemene bepalingen en slotbepalingen

Het Verdrag wil niet alleen de begrotingsdiscipline onder het motto van de stabiliteit aankaarten, maar ook de coördinatie van de economische beleidsmaatregelen versterken ter ondersteuning van de doelstellingen inzake duurzame groei, werkgelegenheid, concurrentievermogen en sociale samenhang.

Sinds de financiële crisis van 2008 overheerst de soevereine schuldencrisis binnen de eurozone de actualiteit in de Europese Unie. De gevolgen van deze crisis zijn duidelijk waarneembaar in de hele eurozone en zelfs daarbuiten. Om te voorkomen dat de crisis zou uitdijen, hebben de Europese Unie en de lidstaten van de eurozone verschillende instrumenten in het leven geroepen om aan de landen in moeilijkheden financiële steun te verlenen, om het economisch bestuur binnen de economische en monetaire unie te versterken en om groei en werkgelegenheid te bevorderen.

Eerst richtte de Raad van de Europese Unie de Europese Faciliteit voor Financiële Stabiliteit (EFSF) op. Vervolgens werd het permanente Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM) ingesteld. Deze verschillende mechanismen komen niet alleen tegemoet aan de vereiste inzake budgettaire verantwoordelijkheid maar zijn ook een uiting van de solidariteit tussen de lidstaten.

Parallèlement, l'Union européenne a aussi adopté un paquet de mesures législatives pour renforcer la gouvernance économique. Ces mesures législatives connues sous le nom de «*six pack*» renforcent le Pacte de stabilité et de croissance et assurent un contrôle accru en matière de discipline budgétaire chez les États membres au moyen de mesures tant préventives que correctives.

Partant du constat que les procédures de déficit excessif établies par le Traité de Maastricht n'avaient pas suffi à empêcher la crise de la dette souveraine, certains États membres ont également demandé que ces procédures soient modifiées.

Seule une révision des traités pouvait apporter une solution. Pareille révision nécessitait cependant l'accord de tous les États membres. Il est rapidement apparu, lors du Conseil européen du 9 décembre 2011, que le Royaume-Uni était dans l'impossibilité de marquer son accord sur cette révision.

Le choix se porta en conséquence sur un traité intergouvernemental qui serait conclu par les dix-sept États membres de la zone euro et auquel les autres États membres pourraient s'associer.

Le Traité consacre la «*règle d'or*», qui veut que les budgets nationaux soient en équilibre ou en excédent. Ce principe sera réputé respecté si l'équilibre budgétaire structurel correspond à l'objectif à moyen terme tel qu'il est fixé dans le pacte de stabilité et de croissance, soit un déficit structurel n'excédant pas 0,5 % du PIB sur base annuelle. Les parties s'engagent également à assurer une convergence rapide vers leur objectif à moyen terme respectif. Un écart temporaire est autorisé en cas de circonstances exceptionnelles. En cas d'écarts importants, un mécanisme de correction devra être déclenché automatiquement.

Les règles en question devront être inscrites dans le droit national des parties, de préférence dans leur Constitution ou à un niveau équivalent, et ce, dans l'année de l'entrée en vigueur du Traité, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013. La Cour de justice recevra compétence pour vérifier la transposition de ces règles dans l'ordre juridique national des États membres.

Les parties s'engagent également à réduire la dette, en termes de référence, à un rythme moyen d'un vingtième par an, conformément à la réglementation européenne (*six pack*).

Les États membres qui font l'objet d'une procédure de déficit excessif devront soumettre, pour approbation, à la Commission et au Conseil un programme de partenariat économique et budgétaire. Les États membres de la zone euro s'engagent à observer les recommandations et les propositions que la Commis-

Tegelijkertijd nam de Europese Unie ook een pakket maatregelen ter versterking van het economisch bestuur aan. Deze wetgevende maatregelen, bekend als «*six pack*», verankeren het Stabiliteits- en Groeipact en zorgen voor een versterkte controle inzake begrotingsdiscipline bij de lidstaten door middel van preventieve en corrigerende maatregelen.

Uitgaand van de vaststelling dat de buitensporigtekortprocedures waarin het Verdrag van Maastricht voorziet, ontoereikend waren om de soevereine schuldencrisis te voorkomen, rees de vraag om de bestaande procedures aan te passen.

Alleen een herziening van de verdragen kon hierbij een oplossing bieden. Een dergelijke herziening vereiste echter de instemming van alle lidstaten. Op de Europese Raad van 9 december 2011 bleek al snel dat het Verenigd Koninkrijk niet met deze herziening kon instemmen.

Er werd dan ook gekozen voor een intergouvernementeel verdrag dat zou gesloten worden door de zeventien lidstaten van de eurozone en waarbij de andere lidstaten partij konden worden.

Het Verdrag huldigt de «*Gouden regel*» te weten de begrotingen van de partijen moeten in evenwicht zijn of een overschot vertonen. Dit beginsel wordt geacht verwezenlijkt te zijn wanneer het structureel begrotingsevenwicht overeenstemt met de doelstelling op middellange termijn zoals vastgelegd in het stabiliteits- en groeipact, zijnde een jaarlijks structureel tekort van maximum 0,5 % van het BBP. De partijen gaan ook de verbintenis aan een snelle convergentie naar hun respectieve middellange termijn-doelstelling na te streven. In uitzonderlijke omstandigheden is een tijdelijke afwijking toegestaan. In geval van een significante afwijking, moet een automatisch correctiemechanisme worden ingesteld.

Deze regels moeten in het nationaal recht van de partijen worden toegepast, bij voorkeur op grondwettelijk of overeenkomstig niveau en dit binnen een jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag, een periode die op 1 januari 2013 ingegaan is. Het Hof van Justitie zal bevoegd zijn om de omzetting van deze regels in de nationale rechtsorde van de lidstaten te controleren.

De partijen verbinden zich verder ertoe de schuld, als *benchmark*, met gemiddeld een twintigste per jaar te verlagen, overeenkomstig de Europese wetgeving (*six pack*).

De partijen die zich in een buitensporigtekortprocedure bevinden moeten een budgettair en economisch partnerschap instellen dat aan de Commissie en de Raad ter goedkeuring wordt voorgelegd. De verdragsluitende partijen van de eurozone gaan de verbintenis aan, de aanbevelingen en voorstellen die

sion formule dans le cadre de la procédure de déficit excessif sur la base du critère de déficit, à moins qu'ils ne s'y opposent à la majorité qualifiée. La proposition de procéder à un engagement similaire en cas de non-respect du critère d'endettement n'a pas obtenu le soutien nécessaire.

Les parties s'engagent à oeuvrer ensemble à la mise en place d'une politique économique qui soit favorable à la croissance. À cet effet, elles prennent toutes les mesures nécessaires dans tous les domaines essentiels au bon fonctionnement de la zone euro, en vue de réaliser les objectifs que constituent le renforcement de la compétitivité, la promotion de l'emploi, une meilleure contribution à la soutenabilité des finances publiques et un renforcement de la stabilité financière. Si nécessaire, elles auront recours, pour ce faire, aux instruments de coopération renforcée, prévus par les traités européens.

Le Traité entrera en vigueur dès que douze États de la zone euro l'auront ratifié; l'objectif, qui était de rassembler le nombre de signatures nécessaires avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, a été atteint. Un considérant du préambule précise qu'un État membre qui n'aurait pas signé le Traité avant le 1<sup>er</sup> mars 2013 ou qui aurait omis de transposer dans le délai imparti les règles en matière d'équilibre budgétaire visées à l'article 3, ne pourra plus prétendre à l'assistance financière octroyée dans le cadre du mécanisme de stabilité européen.

Il est prévu, dans une des dispositions finales du Traité, que le Royaume-Uni et la République tchèque pourront y adhérer. Une autre disposition prévoit qu'une initiative sera prise dans un délai de cinq ans afin d'intégrer le contenu du présent Traité dans le cadre juridique de l'Union européenne.

### III. DISCUSSION

M. Mahoux estime que le traité traduit en grande partie ce qui a déjà été décidé, avec l'approbation du Parlement européen, à travers le «*Six pack*» et le «*Two pack*». Au Parlement européen, les votes n'ont d'ailleurs pas toujours été univoques.

Parmi ces huit mesures, il y en a sept qui concernent des règlements européens, lesquels ne permettent pas la moindre discussion. Ces mesures sont applicables telles qu'elles ont été votées par le Parlement européen.

La huitième mesure est une directive, qui nécessite une transposition en droit belge.

La discussion actuelle concerne la ratification du traité.

À cet égard, il faut préciser que ce qui ne se trouve pas dans le traité importe peut-être davantage que ce

de Commissie in het kader van de buitensporigtekortprocedure op basis van het tekortcriterium formuleert, te steunen tenzij een gekwalificeerde meerderheid zich daartegen verzet. Een voorstel om een soortgelijke verbintenis aan te gaan in geval van niet-naleving van het schuldcriterium haalde het niet.

De verdragsluitende partijen gaan de verbintenis aan gezamenlijk te werken aan een economisch beleid dat de groei ten goede komt. Daartoe nemen ze alle nodige maatregelen op de terreinen die van essentieel belang zijn voor de goede werking van de eurozone, teneinde het concurrentievermogen te stimuleren, de werkgelegenheid te bevorderen, bij te dragen tot de houdbaarheid van de overheidsfinanciën en de financiële stabiliteit te versterken. Zo nodig, wordt in het verlengde hiervan teruggegrepen naar de instrumenten van versterkte samenwerking waarin de Europese verdragen voorzien.

Het Verdrag treedt in werking zodra twaalf lidstaten van de eurozone het Verdrag hebben bekrachtigd; het was de bedoeling dit aantal voor 1 januari 2013 bijeen te krijgen en dit streefdoel is ook aldus behaald. In een considerans wordt gesteld dat een lidstaat die het Verdrag tegen 1 maart 2013 niet heeft ondertekend of die de regels inzake begrotingsevenwicht zoals bedoeld in artikel 3 niet binnen de vooropgestelde termijn heeft omgezet, geen aanspraak meer kan maken op financiële steun in het kader van het Europees stabiliteitsmechanisme.

Een slotbepaling van het Verdrag voorziet in de mogelijkheid tot toetreding van het Verenigd Koninkrijk en de Tsjechische Republiek. Een andere bepaling stelt dat binnen een termijn van maximum vijf jaar een initiatief zal worden genomen om het Verdrag in de Europese verdragen te integreren.

### III. BESPREKING

De heer Mahoux meent dat het verdrag grotendeels overneemt wat reeds met instemming van het Europees parlement werd besloten, met name via het *Six pack* en het *Two pack*. In het Europees Parlement waren de stemmingen trouwens niet altijd eenduidig.

Van de acht maatregelen zijn er zeven die Europese verordeningen betreffen, en waarover geen enkele discussie mogelijk is. Deze maatregelen moeten worden uitgevoerd zoals zij in het Europees Parlement zijn aangenomen.

De achtste maatregel is een richtlijn, die in Belgisch recht moet worden omgezet.

Deze bespreking betreft de bekrachtiging van het verdrag.

In dit verband verklaart spreker dat wat er niet in het verdrag staat misschien belangrijker is dan wat er wel

qui s'y trouve, et cela justifie sans doute une bonne part de l'insatisfaction qui s'exprime et que le groupe de l'intervenant peut partager.

Il existe une règle claire, selon laquelle, lorsque le gouvernement a signé un traité, le parlement ne peut que l'approuver ou ne pas l'approuver, sans avoir la possibilité d'en modifier le contenu.

L'orateur souligne que, lorsque le gouvernement aura ratifié ce traité, le législateur devra traduire son contenu en droit belge.

Les critiques formulées par la population ont trait notamment à la problématique du déficit des politiques de croissance, et des règles sociales et environnementales ambitieuses sur le plan européen.

Le groupe de l'orateur votera le projet, mais il insiste fortement sur le fait que cette traduction en droit belge devra faire l'objet d'une large discussion, le Parlement ayant à ce moment pouvoir d'influence sur le contenu du texte qui opère la transposition du traité européen.

À ce moment, le législateur belge ne se trouvera plus dans une situation du « tout ou rien », où il ne peut qu'approuver ou rejeter, mais il disposera d'une certaine marge de manœuvre.

Le groupe de l'intervenant estime qu'à ce moment, une large consultation devra être organisée des responsables financiers (organismes financiers, Banque nationale, économistes ...) bien sûr, mais aussi et surtout des interlocuteurs sociaux, en particulier les syndicats qui pourront mettre en lumière les éléments fondamentaux à prendre en compte dans les textes transposant le traité.

Le ministre a indiqué quels étaient les pays qui avaient déjà ratifié le traité, et quels étaient ceux qui ne l'avaient pas fait. L'orateur rappelle le risque que l'on courrait si le projet en discussion n'était pas voté, et que le gouvernement était mis dans l'impossibilité de ratifier le traité.

Le passé récent montre que la politique menée par notre gouvernement, et la démarche faite de manière générale dans l'adhésion à des règles de bonne gestion budgétaire, ont entraîné une réduction de la charge de la dette.

Le ministre des Finances a eu récemment l'occasion, en présence du premier ministre et d'autres membres du gouvernement, de préciser quel était l'impact réel, y compris budgétaire, de la réduction des taux d'intérêt que nous payons, tenant compte d'un renouvellement de la dette annuel de l'ordre de 30 à 40 milliards.

La problématique budgétaire restant d'actualité, il importe que ce moindre coût de la dette perdure.

in staat, wat wellicht een groot deel van de ontevredenheid verklaart, die de fractie van spreker deelt.

Een duidelijke regel is dat wanneer de regering een verdrag ondertekent, het Parlement dit alleen kan goedkeuren of verwerpen zonder iets aan de inhoud te kunnen wijzigen.

Spreker benadrukt dat zodra de regering dit verdrag goedkeurt, de wetgever het in Belgisch recht moet omzetten.

De kritiek van de bevolking slaat onder meer op de falende aanpak van de groeiproblematiek en de ambitieuze sociale en milieuregels op Europees vlak.

De fractie van spreker zal voor het ontwerp stemmen, maar hij dringt er sterk op aan dat de omzetting in Belgisch recht uitvoerig wordt besproken. Het Parlement kan op dit ogenblik invloed uitoefenen op de inhoud van de tekst die het Europees verdrag omzet.

De Belgische wetgever bevindt zich dan niet meer in een positie van « alles of niets », waarbij hij alleen maar kan goedkeuren of verwerpen, maar hij beschikt over een zekere bewegingsvrijheid.

Sprekers fractie vindt dat er dan een brede overlegronde moet worden gehouden met financiële verantwoordelijken (financiële organisaties, Nationale Bank, economen, ...), maar ook en vooral met sociale partners, in het bijzonder de vakbonden die kunnen wijzen op de fundamentele aspecten die aan bod moeten komen in de teksten die het verdrag omzetten.

De minister heeft aangegeven welke landen het verdrag reeds bekrachtigd hebben, en welke niet. Spreker herinnert aan het risico dat men loopt als het voorliggende ontwerp niet wordt aangenomen, en de regering het verdrag niet kan bekrachtigen.

Het recente verleden toont aan dat het beleid van onze regering, en in het algemeen de inspanningen die geleverd zijn om te voldoen aan de regels van degelijk begrotingsbeheer, een verlaging van de schuldenlast met zich mee hebben gebracht.

Onlangs heeft de minister van Financiën, in aanwezigheid van de eerste minister en andere regeringsleden, aangegeven welke de werkelijke gevolgen zijn, ook voor de begroting, van de verlaagde intrestvoet die wij betalen, gelet op een jaarlijkse hernieuwing van de schuld van 30 à 40 miljard.

Omdat de begrotingsproblematiek nog steeds actueel is, is het belangrijk dat deze verlaagde schuldenlast blijft duren.

Il n'en demeure pas moins que le traité ne contient pas tous les éléments que l'intervenant et son groupe souhaiteraient y trouver.

Il est vrai que l'on y trouve un renforcement de la coordination de la politique économique au niveau de l'Union européenne, objectif qui était soutenu par le groupe de l'orateur.

Toutefois, une approche où l'on considérerait que le budget règle l'ensemble des problèmes serait évidemment insuffisante.

Or, malgré les inflexions qui ont été données sur le plan européen, entre autres par notre gouvernement, mais aussi par le gouvernement français, il n'existe pas suffisamment de dispositions qui concernent à la fois la croissance et la coordination des politiques sociales et environnementales.

C'est la raison pour laquelle le groupe de l'orateur votera le projet, tout en soulignant que des auditions devront avoir lieu au moment où elles auront une utilité, c'est-à-dire lorsque l'on discutera de la transposition du traité en droit belge, ce qui ne saurait tarder.

M. Anciaux demande expressément la tenue d'auditions sur cette matière. Le traité implique des mesures très radicales et un débat sociétal approfondi doit avoir lieu. Le moment où ces auditions doivent être organisées est un point moins essentiel pour M. Anciaux. Il préférerait que ce soit maintenant, lors de la discussion du traité, mais il peut aussi accepter l'idée qu'elles se tiennent lors de la transposition des dispositions du traité dans le droit interne belge. Il faut cependant avoir la certitude que l'on organisera à ce moment des auditions en présence des interlocuteurs sociaux et d'experts internationaux en droit économique et financier.

La Commission européenne obtient des compétences étendues pour intervenir dans l'administration financière de notre pays, ce qui nécessite dès lors un contrôle démocratique effectif au niveau européen.

La crise économique et financière dans laquelle l'Union européenne se trouve aujourd'hui a été causée en grande partie par la spéculation irréfléchie des banques, qui n'était pas précisément dans l'intérêt des épargnants. L'État a aidé le monde financier et se voit à présent obligé de réaliser à son tour des économies drastiques. C'est une nécessité si l'on ne veut pas accabler de dettes les futures générations. Il faut maintenir une politique d'économie et d'austérité jusqu'au moment où les normes du traité seront atteintes. Actuellement, la dette s'élève encore à 100 % du produit intérieur brut (PIB). Il faut la ramener à 60 % du PIB et donc économiser 40 % du PIB, soit 40 % de 360 milliards d'euros, ou environ 144 milliards d'euros. En vingt ans, la dette doit être apurée à hauteur

Niettemin bevat het verdrag niet alle aspecten die spreker en zijn fractie erin willen zien.

Weliswaar voorziet het in een betere coördinatie van het economisch beleid op het niveau van de Europese Unie, een doelstelling waar sprekers fractie achter stond.

Een aanpak waarbij men ervan uitgaat dat de begroting alle problemen zou regelen, is echter vanzelfsprekend ontoereikend.

Ondanks de aanpassingen die onze regering, maar ook de Franse regering, hebben aangebracht op Europees vlak, zijn er niet genoeg bepalingen die zowel de groei als de coördinatie van het sociale en het milieubeleid betreffen.

Om deze redenen zal sprekers fractie het ontwerp goedkeuren, maar zij dringt erop aan dat hoorzittingen worden gehouden wanneer dat nodig zal zijn, met andere woorden wanneer de omzetting van het verdrag in Belgisch recht wordt besproken, wat niet lang meer zal duren.

De heer Anciaux wenst uitdrukkelijk hoorzittingen over deze aangelegenheid. Het verdrag is zeer ingrijpend en er moet een grondig maatschappelijk debat gevoerd kunnen worden. Wanneer deze hoorzittingen dienen georganiseerd te worden is voor de heer Anciaux minder essentieel, liefst nu bij de behandeling van het verdrag, maar hij kan zich ook verzoenen met hoorzittingen op het ogenblik van de omzetting van de verdragsbepalingen in het Belgisch recht. Er dient dan wel een zekerheid te bestaan dat er op dat ogenblik hoorzittingen worden georganiseerd met de sociale partners en internationale experts op het vlak van economisch en financieel recht.

De Europese commissie krijgt verregaande bevoegdheden om in te grijpen op de financiële huishouding van ons land en er moet dan ook een effectieve democratische controle zijn op Europees vlak.

De financiële en economische crisis waarin de Europese Unie zich vandaag bevindt werd in grote mate veroorzaakt door ondoordachte speculatie van de banken die niet bepaald in het belang was van de spaarders. De Staat heeft de financiële wereld geholpen en moet nu zelf ook zwaar besparen. Dit is ook noodzakelijk, wil men de komende generaties niet opzadelen met schulden. Er moet een permanent besparings- en bezuinigingsbeleid worden gevoerd totdat de verdragsnormen worden gehaald. Nu belooft de schuld nog 100 % van het Bruto Binnenlands Product(BBP). Dit moet gereduceerd worden tot 60 % van het BBP en er moet nu 40 % van het BBP worden bespaard wat neerkomt op 40 % van 360 miljard euro, zo'n 144 miljard euro. De schuld moet op twintig jaar

de 7 milliards d'euros par an. Il s'agit d'une tâche difficile car, en temps de crise économique et financière grave, il faut aussi prévoir une marge de manœuvre pour les investissements. Cela est-il possible dans le cadre du traité? Jusqu'à présent, la politique d'assainissement de notre pays n'a pas encore provoqué des drames sociaux comme en Grèce, en Italie et en Espagne, et il ne saurait être question que le traité à l'examen ait de telles conséquences. L'on ne peut pas tout réduire aux normes économiques et financières; il faut aussi mener une politique socioéconomique durable de lutte contre la pauvreté. Or il n'en est pas question dans le traité. A-t-on prévu une marge de manœuvre pour ce faire?

M. De Groote estime que le traité à l'examen peut se traduire par une plus grande discipline budgétaire. La crise actuelle a montré que bon nombre de pouvoirs publics ont dépensé des sommes considérables sans véritablement avoir tenu compte de l'évolution économique. La solidarité européenne, par le biais du Fonds européen d'urgence, a ses limites et n'est possible que grâce à la responsabilisation accrue de l'ensemble des pouvoirs publics, tant en Europe qu'en Belgique. Les États membres ainsi que les entités fédérées doivent continuer à assumer la responsabilité de leur politique budgétaire de manière autonome, conformément au principe de subsidiarité. Ce débat ne peut servir de prétexte à l'État fédéral pour accentuer son emprise sur les entités fédérées.

Des incertitudes subsistent, notamment à propos des dispositions relatives à la convergence rapide à moyen terme, de la mise en œuvre concrète du mécanisme de correction automatique et du rôle que la Cour de justice peut jouer pour faire respecter ce traité intergouvernemental.

Il faut que les différents niveaux de pouvoir de notre pays se mettent d'accord sur la répartition et le paiement d'une amende européenne. Il existe une clef de répartition fixe entre l'État fédéral et les entités fédérées. L'intervenant est toutefois partisan du principe selon lequel l'autorité qui a causé l'endettement doit payer. Les communautés, par exemple, doivent être rendues responsables des matières qui relèvent de leur compétence.

Lors de la signature du Traité de Lisbonne, il avait été proposé que notre pays signe une déclaration prévoyant que le Parlement fédéral englobe également des parlements d'entités fédérées, ceux-ci étant sur un pied d'égalité avec le Parlement fédéral. Le traité à l'examen est-il assorti d'une telle déclaration?

Selon M. De Gucht, il s'agit d'un traité important pour la réalisation de l'indispensable discipline budgétaire soutenue par des mécanismes de contrôle. La coordination de la politique économique à partir de l'Union européenne est également un des thèmes essentiels. C'est la meilleure manière de lutter contre le

worden aangezuiverd à rato van 7 miljard per jaar. Dit is een zware opgave want in tijden van zware economische en financiële crisis moet er ook ruimte zijn voor investering. Is dit mogelijk binnen het verdrag? Tot op heden heeft het saneringsbeleid van ons land nog niet tot sociale drama's geleid zoals in Griekenland, Italië en Spanje het geval is en dit verdrag mag dan ook niet hiertoe aanleiding geven. Men mag niet alles herleiden tot financiële en economische normen, maar men moet ook een anti-armoede en een duurzaam sociaal-economisch beleid voeren en daar is in het verdrag geen sprake van. Heeft men daarvoor ruimte gelaten?

De heer De Groote vindt dat dit verdrag kan leiden tot meer budgettaire discipline. De huidige crisis heeft aan het licht gebracht dat veel overheden behoorlijk wat geld hebben uitgegeven zonder eigenlijk de economisch evolutie in het oog te hebben gehouden. De Europese solidariteit via het Europees Noodfonds is niet grenzeloos en kan alleen via meer responsabilisering van alle overheden zowel binnen Europa als in België zelf. De lidstaten en ook de deelstaten moeten vanuit het oogpunt van het subsidiariteitsprincipe op een autonome manier blijven instaan voor hun budgettair beleid. De federale overheid mag dit debat niet aangrijpen om de greep op de federale deelstaten te vergroten.

Er is ook nog onduidelijkheid over bijvoorbeeld de bepalingen van het snel convergeren op middellange termijn, de concrete implementatie van het automatisch correctiemechanisme en de rol die het Hof van Justitie kan spelen bij het afdwingen van dit intergouvernementeel verdrag.

Er moet tussen de verschillende overheden in ons land een akkoord komen over de verdeling en de betaling van een Europese boete. Er bestaat een vaste verdeelsleutel tussen de federale overheid en de deelstaten. Spreker is echter voorstander van het principe «de veroorzaker betaalt», waarbij bijvoorbeeld de gemeenschappen moeten aansprakelijk worden gesteld voor aangelegenheden die binnen hun bevoegdheid vallen.

Bij de ondertekening van het Verdrag van Lissabon werd voorgesteld dat ons land een verklaring zou ondertekenen waarbij werd gesteld dat het Nationaal Parlement ook deelstaatsparlementen omvat, die nog op gelijke voet staan met het Federale Parlement. Is een dergelijke verklaring ook toegevoegd aan dit verdrag?

Volgens de heer De Gucht is dit een belangrijk Verdrag voor het realiseren van de broodnodige begrotingsdiscipline met controlemechanismen ter ondersteuning. De coördinatie van het economisch beleid vanuit de Europese Unie is eveneens één van de centrale thema's. Dit is de beste manier om protectio-

protectionnisme, qui serait néfaste pour une économie ouverte telle que celle de la Belgique. Sous la pression de notre pays, l'on s'est également intéressé à la croissance durable et à la cohésion sociale.

Il faut économiser non pas aveuglément, mais avec discernement; il faut aussi investir dans des secteurs d'avenir. Force est toutefois de constater que l'Union européenne pâtit d'un déficit démocratique, car le citoyen n'a pas encore une grande confiance dans l'institution. C'est pourquoi l'Union européenne mène la campagne «2013 — Année européenne des citoyens», destinée à faire comprendre au citoyen que l'UE exerce une influence favorable directe sur de nombreux aspects de sa vie, que ce soit sur le plan social, économique, financier ou culturel.

Mme Matz souligne l'importance du texte à l'examen. Elle ne voudrait pas qu'au travers des différentes déclarations qui ont été faites, le débat se focalise sur les arguments pour ou contre l'austérité.

Aucune personne sensée n'est pour l'austérité, mais on sait aussi que l'État ne peut s'endetter indéfiniment, et qu'il faut donc impérativement réduire les déficits.

On a eu trop tendance à considérer uniquement dans ce traité l'aspect relatif à l'austérité.

Ne pas le ratifier reviendrait à se saboter. En effet, d'une part, cela ne bloquerait pas son entrée en vigueur puisque douze États l'ont déjà ratifié, et, d'autre part, en cas de crise financière, la Belgique n'aurait pas accès au mécanisme européen de stabilité qui, seul, lui assurerait des financements à des taux d'intérêt raisonnables.

Le traité budgétaire a beau être un traité dont la nécessité même est discutable, il est le prix du mécanisme de protection qu'est le mécanisme européen de stabilité.

Il ne faut pas se tromper d'objectif. Le combat contre l'austérité, pour la croissance et pour l'emploi ne passe pas par le refus de voter le traité, mais il exige de faire progresser l'intégration politique de l'Eurozone.

Le débat de fond qui doit occuper la commission ne passe pas non plus par des éléments de procédure.

Après l'élection allemande qui doit avoir lieu en septembre prochain, il faudrait pouvoir construire une alternative politique à cette stratégie allemande. Celle-ci mise sur une combinaison d'austérité budgétaire et de déflation salariale, pour relancer la croissance par la baisse des déficits et la compétitivité à l'exportation parce qu'elle entend désendetter les États un par un.

En fait, l'Europe ne renouera avec la croissance que si la discipline budgétaire à long terme s'accompagne

nisme tegen te gaan, wat voor een open economie als België nefast zou zijn. Onder druk van ons land, werden er ook aandacht geschonken aan duurzame groei en sociale cohesie.

Men moet niet blind, maar wijs besparen en investeren in sectoren met toekomst. Men moet echter ook vaststellen dat de Europese Unie kampt met een democratisch deficit omdat de burger nog weinig vertrouwen heeft. De Europese Unie voert dan ook een campagne «2013, Europees Jaar van de Burger» zodat de burger zou begrijpen dat de Europese Unie een directe gunstige invloed heeft op zowel sociale, economische, financiële als culturele aspecten van het leven.

Mevrouw Matz wijst op het grote belang van deze tekst. Het zou jammer zijn als het debat zich louter zou toespitsen op verklaringen voor of tegen bezuinigingen.

Niemand is voor besparingen, maar wij weten ook dat de Staat geen schulden kan blijven maken en dat tekorten dus absoluut moeten verminderen.

Men heeft teveel de neiging gehad om alleen de aspecten met betrekking tot bezuinigingen in beschouwing te nemen.

Het verdrag niet goedkeuren, zou neerkomen op zelfsabotage. Enerzijds zou dit de inwerkingtreding ervan niet verhinderen, aangezien twaalf landen het al bekrachtigd hebben, en anderzijds zou België in geval van financiële crisis geen toegang hebben tot het Europees stabiliteitsmechanisme, dat als enige een financiering aan een redelijke intrestvoet kan waarborgen.

Al is het nut van het begrotingsverdrag voor discussie vatbaar, het is de prijs voor het beschermingsmechanisme dat het stabiliteitspact invoert.

Men mag zich niet van doel vergissen. De strijd tegen bezuinigingen, voor groei en voor werkgelegenheid voert men niet door het verdrag te verwerpen, maar door te pleiten voor meer politieke integratie binnen de Eurozone.

De bespreking die de commissie ten gronde moet voeren, gaat ook niet over procedures.

Na de Duitse verkiezingen in september moet men een politiek alternatief bieden voor deze Duitse strategie. Zij rekent op een combinatie van begrotingsdiscipline en loonmatiging om de groei te herstellen door een verlaging van de tekorten en een betere competitiviteit voor de export, en het een voor een afbouwen van de staatsschulden.

In werkelijkheid zal Europa pas weer groei kennen als de begrotingsdiscipline op lange termijn gepaard

d'une mutualisation des dettes publiques qui écarterait définitivement le risque d'une explosion des écarts des taux d'intérêt. Pour cela, l'Eurozone a besoin, comme les États-Unis et la Chine, d'agir comme une Union politique. Une Union bancaire, un budget fédéral fort, une convergence sociale et fiscale doivent venir compléter et équilibrer la monnaie unique. Ce budget fédéral devrait être financé par des ressources propres (fiscalité des entreprises transnationales et des actifs financiers en raison de leur mobilité). Ce budget fédéral européen devrait financer des fonctions d'intérêt européen (les dépenses d'intérêt commun, la défense, des programmes de recherche fondamentale et d'interconnection de grands réseaux de transport énergétique et cybernétique, ...).

On sait qu'il faut continuer à convaincre l'Allemagne et la France. Si l'on s'en tient à l'Eurozone intergouvernementale actuelle, ce grand projet semble inaccessible. En revanche, si l'on mobilise les citoyens sur un projet d'Eurozone politiquement intégré, il sera possible d'enclencher une dynamique démocratique. En fait, il n'y a, selon l'intervenante, pas d'autre enjeu pour 2014 que cette intégration plus poussée de l'Eurozone. C'est à ce moment que l'on pourra effectivement parler de croissance et d'emploi en Europe.

L'oratrice a constaté que l'on se focalisait aussi souvent sur le fait d'insérer dans les textes un certain nombre de déclarations qui n'ont d'autre portée que de réaffirmer ce que tous les partis démocratiques souhaitent, à savoir la croissance et l'emploi. L'Europe doit aussi être porteuse de croissance et d'emploi, mais on n'atteindra cet objectif que si l'on parvient à mutualiser les dettes, car il y a actuellement, de ce point de vue, un trop grand écart entre les États, de sorte que certains États risquent de se trouver en situation difficile par rapport à d'autres. Mais il faut pour cela convaincre l'Allemagne. L'oratrice espère que le ministre va dans ce sens, et qu'il porte ce projet européen au-delà de ce traité, que l'on agite un peu comme un épouvantail, mais qui comporte bien d'autres défis que celui de l'austérité.

M. Hellings souhaite tout d'abord poser une question sur le «*Six pack*». Parmi les six éléments qui le composent, les cinq premiers sont des règlements qui sont directement applicables, et le sixième est la directive 2011/85, qui doit être transposée en droit belge. Elle fixe précisément les cadres budgétaires nationaux. Dans le cadre de la transposition qu'ils opèrent dans leur droit national, les États membres doivent notamment définir des indicateurs qui, eux-mêmes, définissent les clauses dérogatoires auxquelles on pourrait faire appel dans l'hypothèse d'un dépassement budgétaire.

Pourquoi la loi de transposition en droit belge de cette directive n'est-elle pas présentée en même temps

gaat met een samenvoeging van de staatsschulden die het risico op extreme spreads van de intrestvoeten definitief uit de weg zou ruimen. Daarvoor moet de Eurozone, net als de Verenigde Staten en China, als een politieke unie optreden. Een bankunie, een sterke federale begroting, sociale en fiscale convergentie moeten de eenheidsmunt aanvullen en evenwichtig maken. Deze federale begroting zou met eigen middelen worden gefinancierd (belasten van transnationale ondernemingen en van financiële activa wegens hun mobiliteit). Deze federale Europese begroting moet zaken van Europees belang financieren (uitgaven van gemeenschappelijk belang, defensie, programma's van fundamenteel onderzoek en interconnectie van grote netten van energievervoer en informatica, ...).

We weten dat we Duitsland en Frankrijk moeten overtuigen. Als men vasthoudt aan de huidige intergouvernementele Eurozone lijkt dit grote project onhaalbaar. Als men de burgers echter mobiliseert voor een politiek geïntegreerde Eurozone, is het mogelijk een democratische dynamiek op gang te brengen. In feite is er volgens spreekster geen andere optie voor 2014 dan deze verdere integratie binnen de Eurozone. Dan zal men pas echt kunnen spreken over groei en werkgelegenheid in Europa.

Spreekster stelt vast dat men ook veel aandacht schenkt aan het opnemen in de teksten van een aantal verklaringen die alleen maar bevestigen wat alle democratische partijen willen, met name groei en werkgelegenheid. Natuurlijk moet Europa ook zorgen voor groei en werkgelegenheid, maar dat kan alleen als men de schulden samenvoegt. Momenteel zijn er immers te grote verschillen tussen lidstaten, zodat sommige zich tegenover andere in een moeilijke positie bevinden. Maar daarvan moet Duitsland worden overtuigd. Spreekster hoopt dat de minister in die zin handelt, en dat hij dit Europees project voorstaat, ook na dit verdrag dat enigszins als een schrikbeeld wordt beschouwd, maar dat vele andere uitdagingen bevat dan de bezuinigingen.

De heer Hellings wenst eerst en vooral een vraag te stellen over de «*Six pack*». Van de zes bestanddelen ervan, zijn de eerste vijf verordeningen die onmiddellijk van toepassing zijn, en is het zesde richtlijn 2011/85, die naar Belgisch recht moet worden omgezet. Ze legt precies de nationale budgettaire omkadering vast. Bij hun omzetting naar hun nationaal recht, moeten de lidstaten kencijfers vaststellen, die dan weer de afwijkende clausules bepalen waarop men een beroep kan doen bij een begrotingsoverschrijding.

Waarom wordt de wet waarin de richtlijn naar Belgisch recht wordt omgezet niet tegelijk met het

que le traité, puisqu'il s'agit dans les deux cas de déficit budgétaire potentiel ? Quand le projet de loi de transposition sera-t-il déposé ?

Le traité de manière générale, et l'article 3 plus particulièrement sont l'expression d'une idéologie qui triomphe un peu partout, à savoir le néo-libéralisme. Il part du postulat, erroné selon les écologistes, que les déficits excessifs ont provoqué la crise aujourd'hui.

L'expérience qu'ont connue tous les États de l'Union européenne dans le gestion de la crise depuis 2008 montrent que ce ne sont pas forcément les déficits qui causent la crise dans laquelle on s'embourbe aujourd'hui, mais que ce sont au contraire les mesures prises pour la réduire.

Dans cette situation, il est nécessaire de préserver une série d'investissements importants pour le futur, et que cette crise empêche.

Dans le plan pluriannuel d'assainissement 2012-2016, que le gouvernement a présenté à la Commission, le choix s'est toujours porté sur la ligne la plus dure. Le Conseil supérieur des finances proposait deux solutions, et c'est la trajectoire dégageant de surplus, rapidement mais au mépris du développement économique, qui a été choisie.

Ceci a un impact très clair dans les mesures gouvernementales récentes : suppression des avocats *pro deo*, suppression des déductions fiscales pour les dépenses en vue d'économiser l'énergie, la dégressivité des allocations de chômage. Ce sont autant de conséquences des choix politiques extrêmement dure faits au niveau européen.

Ces choix ont été faits alors que le traité n'est toujours pas d'application, et qu'il n'impose pas d'opter pour une trajectoire budgétaire aussi dure.

De plus, si l'objectif est de réduire notre déficit, les coupes budgétaires telles que décidées aujourd'hui, au-delà du «*Six pack*» et du futur traité transposé, n'atteignent même pas leur objectif de réduction de la dette. En effet, les prévisions printanières de la Commission pour la Belgique en 2013 et en 2014, le niveau de dettes, selon les modèles mathématiques, démontre à nouveau un dépassement au-delà des 100 % du PIB.

Le choix idéologique fait par ce traité ne peut donc pas être un projet de société pour les écologistes.

Ceux-ci estiment dès lors que ce traité devrait à tout le moins faire l'objet d'un encadrement. Des possibilités existent, puisque le traité reste vague dans certaines des définitions qu'il propose.

Il en va ainsi de l'article 3, où il est question de «*circonstances exceptionnelles*» susceptibles de jus-

verdrag ingediend, aangezien het in beide gevallen om een potentieel begrotingstekort gaat ? Wanneer wordt het wetsontwerp houdende omzetting ingediend ?

Het verdrag in het algemeen en artikel 3 in het bijzonder zijn de uitdrukking van een ideologie die zowat overal triomfeert, het neoliberalisme. Het uitgangspunt ervan is het postulaat, dat volgens de ecologisten fout is, dat te hoge tekorten de huidige crisis hebben veroorzaakt.

De ervaring van alle lidstaten van de Europese Unie bij het beheer van de crisis sinds 2008 toont aan dat het niet de tekorten zijn die de crisis hebben veroorzaakt waarin we vandaag wegzinken, maar wel de maatregelen om ze te verminderen.

Men moet in deze toestand een aantal investeringen handhaven die belangrijk zijn voor de toekomst en die de crisis verhindert.

In het meerjarig saneringsplan 2012-2016, dat de regering aan de Commissie heeft voorgelegd, heeft men steeds voor de hardste lijn gekozen. De Hoge Raad voor de Financiën stelde twee oplossingen voor, en er is gekozen voor het traject dat snel overschotten opleverde, ten koste van de economische ontwikkeling.

Dat heeft een heel duidelijke impact op de recente regeringsmaatregelen : afschaffing van de *pro Deo* advocaten, afschaffing van belastingaftrek voor energiebesparende uitgaven, degressieve werkloosheidsuitkeringen. Dit zijn stuk voor stuk gevolgen van de uiterst harde politieke keuzes op Europees niveau.

Die keuzes werden gemaakt terwijl het verdrag nog steeds niet van toepassing is en het dus niet verplicht tot de keuze voor een zo hard begrotingstraject.

Hoewel de doelstelling het verminderen van ons tekort is, haalt het snoeiwerk in de begroting, waartoe vandaag is beslist en dat verder gaat dan het «*Six pack*» en het toekomstig omgezet verdrag, niet eens de doelstelling van de schuldvermindering. De lentevooruitzichten van de Commissie voor België in 2013 en 2014 wijzen volgens de wiskundige modellen opnieuw op een schuldgraad die hoger is dan 100 % van het BBP.

De ideologische keuze die in dat verdrag gemaakt wordt, kan dus voor de ecologisten geen samenlevingsproject zijn.

Zij menen dan ook dat dit verdrag minstens moet worden omkaderd. Er zijn mogelijkheden, aangezien het verdrag vaag blijft betreffende een aantal definities die het voorstelt.

Dat geldt bijvoorbeeld voor artikel 3, waarin sprake is van «*uitzonderlijke omstandigheden*» waaronder

tifier une dérogation à la règle d'or imposée par le traité. Ces circonstances exceptionnelles devraient être au moins explicitées par le gouvernement dans l'exposé des motifs de la loi d'assentiment.

Ceci n'est pas anodin. Par exemple, une diminution drastique de l'activité économique constatée par la Commission pourrait être l'un des éléments que le gouvernement pourrait, dans cet exposé des motifs, définir comme une « circonstance exceptionnelle ».

Un deuxième concept à définir est celui de déficit structurel. La Commission elle-même n'a pas pu répondre à des députés européens du groupe des Verts au Parlement européen, qui demandaient si des dépenses de chômage devaient être considérées comme faisant partie du déficit structurel. Ici encore, il s'agit d'une occasion pour l'État belge (avec ses partenaires européens) de donner son interprétation d'une notion qui n'est pas définie avec précision.

Un troisième point concerne le mécanisme de correction automatique, qui est certes défini dans le traité, mais pas de façon précise. Ce mécanisme touche-t-il uniquement les dépenses, auquel cas on sait les conséquences que cela peut avoir au niveau budgétaire, en particulier pour les plus pauvres? Cela pourrait-il au contraire concerner aussi les recettes? Lorsqu'un mécanisme de correction automatique se met en œuvre, le gouvernement pourrait-il décider de travailler autant sur les recettes que sur les dépenses, un peu sur le modèle des coupes budgétaires faites par le gouvernement fédéral américain? On y voit qu'il existe un ordre de priorités dans lequel l'État va chercher des moyens.

Compte tenu de l'imprécision du traité sur ces sujets, le gouvernement aurait pu préciser un ordre de priorités, et immuniser une série de secteurs. Le groupe de l'intervenant pense notamment aux secteurs de la recherche, de l'enseignement, de la santé, de l'environnement, et de tous les secteurs économiques porteurs d'emploi.

Pourquoi faut-il définir ces concepts maintenant? Parce que c'est une bataille idéologique qui a lieu aujourd'hui. Une série d'États de l'Union européenne, comme l'Allemagne, sont des partisans inconditionnels de l'austérité. Cependant, d'autres États sont englués dans les difficultés économiques vont essayer d'engager un rapport de forces par rapport à cette idéologie. Si le gouvernement fédéral belge décide aujourd'hui de préciser dans sa loi d'assentiment une série de concepts, ce seront autant de leviers destinés à faire évoluer la Commission européenne, mais aussi le Conseil, vers des politiques de relance qui aient vraiment un sens. Il faut profiter de la moindre faille pour gagner ce combat.

een afwijking van de gouden regel die het verdrag oplegt, kan worden verantwoord. Die uitzonderlijke omstandigheden moeten minstens door de regering nader worden omschreven in de memorie van toelichting van de instemmingswet.

Dit is niet onbeduidend. Het vaststellen door de Commissie van een drastische vermindering van de economische activiteit kan bijvoorbeeld een van de gegevens zijn die de regering in die memorie van toelichting omschrijft als een « uitzonderlijke omstandigheid ».

Een tweede concept dat moet worden gedefinieerd, is dat van het structureel tekort. De Commissie zelf kon geen antwoord geven aan Europese Parlementsleden van de fractie van de Groenen in het Europees Parlement, die gevraagd hadden of uitgaven voor werkloosheid dienden te worden beschouwd als een deel van het structureel tekort. Ook dat is voor de Belgische Staat een gelegenheid om (met zijn Europese partners) zijn interpretatie te geven van een begrip dat niet nauwkeurig gedefinieerd is.

Een derde punt betreft het automatisch correctiemechanisme, dat weliswaar in het verdrag bepaald wordt, maar niet nauwkeurig. Behelst dat mechanisme alleen de uitgaven, met alle gevolgen van dien op begrotingsniveau, in het bijzonder voor de armsten? Kan het ook de ontvangsten behelzen? Kan de regering, wanneer een automatisch correctiemechanisme in werking treedt, beslissen zowel aan de ontvangsten als aan de uitgaven te sleutelen, een beetje naar het voorbeeld van de begrotingsaanpassingen van de Amerikaanse federale regering? Men ziet daar dat de Staat prioriteiten in acht neemt bij het zoeken naar middelen.

Gezien de onnauwkeurigheid van het verdrag over die thema's, had de regering prioriteiten kunnen vaststellen en een aantal sectoren buiten schot kunnen houden. De fractie van spreker denkt bijvoorbeeld aan de sectoren onderzoek, onderwijs, gezondheid, milieu en alle economische sectoren die werkgelegenheid opleveren.

Waarom moeten we die concepten nu definiëren? Omdat er vandaag een ideologische veldslag gehouden wordt. Een aantal lidstaten van de Europese Unie, zoals Duitsland, zijn onvoorwaardelijke voorstanders van soberheid. Andere Staten, die verstrikt zitten in de economische problemen, zullen echter pogen de strijd met die ideologie aan te gaan. Indien de Belgische federale regering vandaag beslist in haar instemmingswet een aantal concepten nader te bepalen, dan worden dat hefboomen om de Europese Commissie, maar ook de Raad, van koers te doen veranderen in de richting van een relancebeleid dat werkelijk zinvol is. Om die strijd te winnen moet men gebruik maken van de kleinste zwakke plek.

L'orateur pense aussi que la règle d'or budgétaire a un sens. Il serait criminel de faire peser sur les générations futures une dette insupportablement élevée. Mais, dans une gestion économique visant à donner un avenir à ces générations, il faut aussi éviter que la dette écologique et la dette sociale ne s'alourdissent.

Or, l'intervenant estime qu'aujourd'hui, le « tout au budgétaire » empêche de mener des politiques permettant de lutter contre le développement de cette boule de neige environnementale et sociale.

L'Union européenne et ses États membres ont pris une série d'engagements via le projet EU 20-20. Ce projet n'était pas budgétaire.

Le traité en discussion n'a que des objectifs budgétaires. Comment faire pour maintenir les objectifs de EU 20-20 (augmentation du taux d'emploi des 24-64 ans à 73 %, réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 30 % par rapport à 1990, amélioration de l'efficacité énergétique, augmentation du nombre de diplômés de l'enseignement secondaire) dans le carcan budgétaire imposé par le traité de stabilité ? Quelle est l'opinion du ministre à ce sujet ?

Cela semble contradictoire. C'est pourquoi il faut préciser les intentions du gouvernement fédéral par rapport aux objectifs positifs de l'EU 20-20.

Enfin, il importe d'associer un maximum de personnes au processus décisionnel. Le traité budgétaire a le désavantage de maintenir encore plus loin les citoyens des enjeux européens.

Il faut aussi — et le gouvernement devrait s'y engager — que ce traité fasse l'objet d'une évaluation approfondie sur le plan de ses conséquences sociales et environnementales, bien qu'une évaluation *ex ante* eût été préférable. Voici toutes les raisons pour lesquelles le groupe de l'orateur ne votera pas cette loi d'assentiment.

Mme Matz rappelle que le commissaire Olli Rehn vient de donner à la France, à l'Espagne et aux Pays-Bas un délai complémentaire pour repasser au-dessous du déficit de 3 %, moyennant un programme de réformes structurelles. L'oratrice demande quelle est la justification de cette faveur, et ce qu'il en est de la Belgique.

M. Miller souhaiterait tout d'abord obtenir davantage d'explications sur le fait que cette ratification intervienne aussi tardivement de la part de la Belgique. Le traité a été signé le 2 mars 2012, et aurait dû être ratifié pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Au 7 mars dernier, la Suède était le dernier pays à avoir rempli ses obligations; dix-neuf États membres sur les vingt-cinq États signataires, dont treize États sur dix-sept de la zone euro, avaient déjà ratifié le Pacte. Quelles ont été

Spreker denkt ook dat de gouden begrotingsregel zin heeft. Het zou misdadig zijn een ondraaglijk hoge schuld op de schouders van de toekomstige generaties te laden. Maar in een economisch beleid met oog voor een toekomst voor die generaties, moet men ook voorkomen dat de ecologische schuld en de sociale schuld hoger worden.

Welnu, spreker meent dat de « begrotingswaan » van de dag belet om een beleid te voeren waardoor het groeien van die milieu- en sociale sneeuwbal kan worden voorkomen.

De Europese Unie en haar lidstaten zijn een aantal engagementen aangegaan via het EU 20-20-project. Dat was geen begrotingsproject.

Voorliggend verdrag heeft uitsluitend begrotingsdoelstellingen. Hoe kan men de doelstellingen van EU 20-20 handhaven (verhoging van de werkgelegenheidsgraad van de 24-64-jarigen tot 73 %, vermindering van de CO<sub>2</sub>-uitstoot met 30 % in vergelijking met 1990, verbetering van de energie-efficiëntie, een hoger aantal gediplomeerden uit het secundair onderwijs) in het begrotingskeurslijf dat het stabiliteitsverdrag oplegt ? Wat denkt de minister daarover ?

Het lijkt tegenstrijdig. Daarom moeten de intenties van de federale regering ten opzichte van de positieve doelstellingen van EU 20-20 worden gepreciseerd.

Het is ten slotte belangrijk dat zoveel mogelijk mensen bij het beslissingsproces betrokken worden. Het begrotingsverdrag heeft als nadeel dat het de burgers nog meer afzijdig houdt van de Europese uitdagingen.

Ook moet dat verdrag — en de regering moet zich daartoe engageren — grondig worden geëvalueerd met betrekking tot zijn sociale gevolgen en zijn gevolgen voor het milieu, hoewel een evaluatie vooraf beter was geweest. Om al deze redenen zal sprekers fractie de instemmingswet niet goedkeuren.

Mevrouw Matz herinnert eraan dat commissaris Olli Rehn Frankrijk, Spanje en Nederland onlangs meer tijd heeft gegeven om het tekort te verlagen tot minder dan 3 %, mits er een programma van structurele hervormingen komt. Spreekster vraagt hoe die gunst wordt verantwoord en hoe het met België zit.

De heer Miller wenst eerst en vooral meer uitleg over het feit dat die ratificatie voor België zo laat komt. Het verdrag werd ondertekend op 2 maart 2012 en had tegen 1 januari 2013 geratificeerd moeten worden. Op 7 maart 2013 was Zweden het laatste land dat zijn verplichtingen had vervuld; negentien van de vijfentwintig lidstaten die het verdrag ondertekend hadden, waaronder dertien Staten van de zeventien van de Eurozone, hadden het verdrag reeds onderte-

les difficultés rencontrées à l'automne entre l'État fédéral et les entités fédérées? La réponse intéresse particulièrement l'orateur, en sa qualité de sénateur et de député wallon.

Le budget présenté par le gouvernement fédéral doit être rigoureux en raison, non pas des obligations créées par le traité, mais de l'état de nos finances publiques. Cela concerne tous les gouvernements de ce pays, les majorités actuelles et celles qui sortiront des urnes en 2014. Laisser filer les dépenses publiques est une aberration qui handicape l'action publique.

L'orateur renvoie sur ce point à l'interview du ministre Labille dans *Le Soir* de ce 14 mai, qui parle d'une logique budgétaire de mort en précisant que celle-ci est imposée par la trajectoire budgétaire européenne.

Dans cet article, M. Labille justifie ainsi son propos: «Quand je parle de logique budgétaire de mort, je me réfère à Hannah Arendt et ses pulsions de mort du capitalisme». Il est vrai qu'un film sur Hannah Arendt vient de sortir, mais il ne faut pas croire tout ce qu'on dit au cinéma... Un État n'est pas une entreprise capitaliste, mais il a des responsabilités vis-à-vis de ses citoyens. L'intervenant trouve donc le propos du ministre Labille un peu rapide.

En outre, le traité budgétaire doit être vu comme l'une des pièces d'un vaste puzzle visant à répondre à la crise que les pays européens connaissent depuis septembre 2008.

Contrairement à ce que l'on entend souvent dire, le Pacte de stabilité n'est pas le seul horizon de l'Europe, qui délimiterait toute politique nationale. À travers le budget de l'Union européenne, on parle aussi de la défense de nos agriculteurs, des politiques régionales en la matière...

Il faut donc aller plus loin dans ce projet, dont on parle également en commission à travers la proposition de résolution de Mme Arena sur le projet de réindustrialisation de l'Union européenne (doc. Sénat, n° 5-1950/1).

Un point essentiel concerne l'article 13 du traité, qui prévoit la mise sur pied d'un Comité interparlementaire. L'intervenant a déposé une proposition de résolution (doc. Sénat, n° 5-1988/1) en ce sens, visant à soutenir la mise en œuvre de cet article, non seulement pour ce qui concerne le Parlement européen, mais également le Parlement fédéral, et, puisque les compétences en matière économique sont à charge des régions, les Parlements régionaux. Il s'agit d'un élément important du traité qui permet un débat démocratique par le biais des Parlements.

kend. Welke problemen zijn er in de herfst gerezen tussen de Federale Staat en de deelstaten? Het antwoord interesseert spreker, in zijn hoedanigheid van senator en Waals parlements lid, zeer.

De begroting die de federale regering indient moet stringent zijn, niet wegens de verplichtingen van het verdrag, maar wegens de toestand van onze overheidsfinanciën. Dat geldt voor alle regeringen van dit land, voor de huidige meerderheden en voor die welke in 2014 uit de stembussen zullen komen. De overheidsuitgaven laten oplopen is een dwaasheid en een handicap voor het optreden van de overheid.

Spreker verwijst hierbij naar het interview van minister Labille in *Le Soir* van 14 mei jongstleden, die het over een «logique budgétaire de mort» heeft. Hij verklaart dat die logica wordt opgelegd door het Europese begrotingstraject.

In dit artikel, verantwoordt de heer Labille verantwoordt zijn woorden als volgt: «Quand je parle de logique budgétaire de mort, je me réfère à Hannah Arendt et ses pulsions de mort du capitalisme». Er is inderdaad onlangs een film over Hannah Arendt uitgekomen, maar men moet niet alles geloven wat in de bioscoop verteld wordt... Een Staat is geen kapitalistische onderneming, maar heeft zijn verantwoordelijkheid ten opzichte van zijn burgers. Spreker vindt de woorden van minister Labille dus wat kort door de bocht.

Tevens moet het begrotingsverdrag worden beschouwd als een van de stukken van een reusachtige puzzel, die een antwoord moet bieden op de crisis die de Europese landen sinds 2008 doormaken.

In tegenstelling tot wat men vaak hoort, is het Stabiliteitspact niet het enige perspectief van Europa, dat ons nationaal beleid zou inperken. Via de begroting van de Europese Unie hebben we het ook over de verdediging van onze landbouwers, het regionale beleid ter zake...

We moeten dus verder gaan met dat project, waarover we in de commissie ook praten naar aanleiding van het voorstel van resolutie van mevrouw Arena over de herindustrialiseringsplannen van de Europese Unie (stuk Senaat, nr. 5-1950/1).

Een essentieel punt is artikel 13 van het Verdrag, dat voorziet in de organisatie van een interparlementaire conferentie. Spreker heeft daarover een voorstel van resolutie (stuk Senaat, nr. 5-1988/1) ingediend, dat strekt om de tenuitvoerlegging van dat artikel te steunen, niet alleen met betrekking tot het Europees Parlement, maar ook tot het Federaal Parlement en, aangezien de bevoegdheid voor economie bij de gewesten ligt, tot de Gewestparlementen. Het is een belangrijk bestanddeel van het verdrag, dat via de Parlementen een democratisch debat mogelijk maakt.

La Cour de Justice de l'Union européenne aura le pouvoir de se saisir de la non-transposition en droit national des clauses du traité. Il faudra veiller à l'introduction de la règle d'or, soit dans la Constitution, soit dans une loi spéciale. L'échéance est le 1<sup>er</sup> janvier 2014. L'orateur aimerait quelques informations sur les projets du gouvernement, sachant que des sanctions financières sont prévues.

Un autre élément concerne l'article 3, qui stipule que chaque État doit se doter d'un mécanisme de correction dit automatique des dérives. Il exige également que des organismes indépendants soient désignés au niveau national pour contrôler l'application et le respect de la règle de l'équilibre budgétaire. Le groupe MR attend de la part du ministre quelques précisions à ce sujet.

M. Verstreken observe que les entités fédérées sont tenues de prendre des mesures destinées non seulement à respecter la discipline budgétaire, mais aussi à renforcer la coordination en vue de la réalisation d'objectifs tels que la croissance, l'emploi, la compétitivité et la cohésion sociale. Il s'agit en l'espèce d'un traité intergouvernemental conclu à la suite de l'impossibilité de revoir les traités européens, à cause notamment de l'attitude du Royaume-Uni. Mais cet accord ne risque-t-il pas de créer une Europe à deux vitesses et de miner la cohésion au sein de l'Union européenne ? Comment les États membres pourront-ils d'ailleurs être sanctionnés s'ils ne respectent pas leurs engagements ? Comment l'Espagne organisera-t-elle le contrôle des responsabilités de ses entités fédérées pour instaurer des équilibres budgétaires et pourra-t-elle les imposer ? Quel rôle la Cour de justice de l'Union européenne jouera-t-elle ? Le Parlement flamand a déjà achevé la procédure d'approbation, mais où en sont les assemblées des autres entités fédérées ?

En réponse à M. Miller, M. Mahoux souligne, à propos de l'application de l'article 13, que ce sont les parlements qui sont saisis de leurs responsabilités. À la fois au niveau des relations interparlementaires sur le plan européen (COSAC), à Chypre lors des réunions des présidents des assemblées, on a eu l'occasion de discuter et de formuler des propositions au sujet de la structuration de ce qui est prévu à l'article 13. Une des hypothèses retenues était que l'articulation pouvait se faire, la discussion avec le Parlement européen étant extrêmement importante, un peu sur le modèle adopté pour la structure européenne mise en place en matière de politique européenne de défense. L'objectif est double : ne pas créer une nouvelle structure supplémentaire, et assurer l'application de l'article 13 et l'intervention des parlements nationaux en relation avec le Parlement européen.

Le ministre répond que l'Union européenne est en train de mettre en œuvre les deux derniers des trois

Het Hof van Justitie van de Europese Unie krijgt de bevoegdheid kennis te nemen van het niet-omzetten in het nationaal recht van de clausules van het verdrag. Er moet worden toegezien op het invoeren van de gouden regel, hetzij in de Grondwet, hetzij in een bijzondere wet. Dat moet uiterlijk op 1 januari 2014 gebeurd zijn. Spreker wil enige informatie over de regeringsplannen, in de wetenschap dat er financiële sancties vooropgesteld zijn.

Een ander aandachtspunt betreft artikel 3, dat stipuleert dat elke Staat een automatisch genoemd correctiemechanisme tegen ontsporingen moet voorzien. Het eist ook dat onafhankelijke instellingen op nationaal niveau worden aangewezen om op de toepassing en de eerbiediging van de regel van het begrotingsevenwicht toe te zien. De MR-fractie verwacht daarover van de minister nadere informatie.

De heer Verstreken merkt dat de deelstaten ertoe verbonden zijn, niet alleen maatregelen te nemen om de begrotingsdiscipline na te leven maar ook om de coördinatie te versterken met het oog op groei, werkgelegenheid —, concurrentievermogen en sociale samenhang. Men heeft hier te maken met een intergouvernementeel verdrag omdat een herziening van de Europese verdragen niet mogelijk was onder andere door de houding van het Verenigd Koninkrijk. Ontstaat aldus niet het gevaar dat men een Europa krijgt met twee snelheden en wordt de cohesie binnen de Europese Unie niet ondergraven ? Hoe kunnen trouwens de lidstaten gesanctioneerd worden voor het niet nakomen van afspraken ? Hoe regelt Spanje het toezicht op de verantwoordelijkheden van haar deelstaten voor het tot stand brengen van budgettaire evenwichten en kan dit worden afdwongen ? Welke rol speelt het Europees Hof van Justitie ? Het Vlaams Parlement heeft de toestemmingsprocedure reeds beëindigd maar wat is de stand in de andere deelparlementen ?

Als reactie op de heer Miller benadrukt de heer Mahoux met betrekking tot de toepassing van artikel 13, dat het de parlementen zijn die hun verantwoordelijkheid moeten opnemen. We hebben de gelegenheid gekregen om te discussiëren en voorstellen te formuleren in verband met de structurering van wat artikel 13 voorstelt, zowel op het niveau van de interparlementaire contacten op Europees vlak (COSAC), als in Cyprus tijdens de vergaderingen van de voorzitters van de assemblies. Één van de werkhypothese was dat de aansluiting — aangezien de discussie met het Europees Parlement erg belangrijk was — zou kunnen gebeuren naar het model dat gebruikt wordt voor de Europese structuur inzake het Europese defensiebeleid. Er is een tweevoudig doel : geen bijkomende structuur creëren en ervoor zorgen dat artikel 13 wordt toegepast en dat de nationale parlementen in samenwerking met het Europees Parlement kunnen optreden.

De minister antwoordt dat de Europese Unie bezig is met het opzetten van de twee laatste van de drie

pilliers, nécessaires pour arriver à une convergence européenne. Une union monétaire rend nécessaire une convergence à deux autres niveaux, à savoir une politique budgétaire et finalement, une politique économique. À l'heure actuelle, nous profitons d'une politique monétaire européenne centrale.

Or, dans le passé, la politique monétaire revêtait un caractère national, ce qui pouvait donner lieu à une dévaluation de la monnaie nationale lors d'une crise gouvernementale. Nous ne pouvons donc pas reprocher à l'Union européenne qu'elle crée l'instabilité. Les politiques budgétaire et monétaire ne suscitent pas l'enthousiasme du citoyen européen.

Le programme de stabilité 2013-2015, que le gouvernement a établi en concertation avec les régions et communautés, a été présenté à la Commission européenne. Il va dans le sens du scénario le plus sévère du Conseil supérieur des finances afin de corriger ce manque de progrès dans le passé, étant donné que le gouvernement était en affaires courantes de 2010 à 2012. La Belgique a une réputation internationale solide sur la scène économique internationale, ce qui explique qu'elle peut bénéficier d'un taux d'intérêt assez bas sur les obligations linéaires sur dix ans.

Notre pays ne peut plus influencer le niveau des prix par une politique monétaire nationale en ayant recours par exemple à une dévaluation de la monnaie nationale afin de réduire nos prix sur le marché international. La Belgique ne peut pas non plus influencer les taux d'intérêt. Notre pays dépend de la politique monétaire de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne.

Notre niveau des prix dépend surtout de notre compétitivité par rapport aux autres États membres.. L'Union européenne nous encourage à court terme à renforcer notre croissance et notre position sur la scène internationale par des mesures liées à notre politique en matière d'enseignement, de recherche et de développement, d'emploi temporaire, de stage, d'emploi et de chômage de jeunes, toutes des matières dont bien des aspects relèvent de la compétence des régions et des communautés mais aussi notamment à notre politique salariale.

La politique budgétaire belge s'appuie sur une politique monétaire commune forte et sera de plus en plus renforcée par un troisième pilier, en l'occurrence la croissance et la compétitivité communes de l'Union européenne.

Le ministre ne voit aucun inconvénient à organiser des auditions lors de la transposition des dispositions du traité en droit belge.

Le traité a par ailleurs pour objectif de réduire le déficit démocratique. Il est demandé à notre pays de

pilliers die nodig zijn om tot een Europese convergentie te komen. Een monetaire unie betekent dat er convergentie moet zijn op twee andere niveaus: een budgetair beleid en een politiek beleid. Op dit moment is er een centraal Europees monetair beleid.

In het verleden was het monetair beleid een binnenlandse aangelegenheid, wat tot devaluatie van de nationale munt kon leiden bij een regeringsschisis. Men kan de Europese Unie dus niet verwijten dat ze instabiliteit veroorzaakt. Het begrotings- en monetair beleid maken de Europese burger niet echt enthousiast.

Het stabiliteitsprogramma 2013-2015 dat de regering heeft uitgewerkt in overleg met de gewesten en de gemeenschappen, werd aan de Europese Commissie voorgelegd. Het gaat in de richting van het striktste scenario van de Hoge Raad voor financiën om het gebrek aan vooruitgang in het verleden op te vangen, aangezien de regering van 2010 tot 2012 alleen lopende zaken behandelde. België heeft een goede internationale reputatie in de internationale economie, wat betekent dat ons land een vrij lage rentevoet kan krijgen op de lineaire obligaties op tien jaar.

Ons land kan de prijzen niet meer beïnvloeden door een nationaal monetair beleid te voeren en door bijvoorbeeld een devaluatie van de nationale munt door te voeren om onze prijzen op de internationale markt te doen dalen. België kan ook de rentevoeten niet beïnvloeden. Ons land is afhankelijk van het monetair beleid van de Europese Unie en de Europese Centrale Bank.

Onze prijzen hangen vooral af van onze concurrentiekracht ten opzichte van de andere lidstaten. De Europese Unie moedigt ons aan om onze groei en onze positie op de internationale markt te versterken, door maatregelen op het vlak van het beleid inzake onderwijs, onderzoek en ontwikkeling, tijdelijke tewerkstelling, stage, werkgelegenheid en werkloosheid voor jongeren, allemaal materies waarvan veel aspecten onder de bevoegdheid vallen van de gewesten en de gemeenschappen, maar ook meer bepaald op het vlak van ons loonbeleid.

De Belgische budgettaire politiek steunt op een stevige gemeenschappelijke monetaire politiek en zal meer en meer worden aangevuld met een derde pijler namelijk de gezamenlijke groei en met de gezamenlijke concurrentiekracht van de Europese Unie.

De minister is volledig akkoord om hoorzittingen te organiseren op het ogenblik van de omzetting van de verdragsbepalingen in het Belgisch recht.

Het verdrag is verder gericht op het reduceren van het democratisch deficit. Er wordt aan ons land

transposer plusieurs règles, parmi lesquelles la règle d'or, dans notre droit national.

Le traité constitue un pas vers une solution durable à la crise de la dette souveraine. Il est intimement lié à la discipline budgétaire, ainsi qu'aux efforts de solidarité consentis pour aider les États membres en difficulté.

De nombreuses dispositions du traité figurent déjà dans d'autres accords et textes législatifs européens. Il s'agit en l'occurrence du Pacte de stabilité et de croissance et des six règlements européens ou mesures législatives de 2011 plus connues sous le nom de «*Six-Pack*». Les dispositions du traité seront néanmoins transposées dans le système juridique interne des parties contractantes.

Actuellement, notre dette publique représente environ 100 % de notre produit national brut. Il est exact que la Commission européenne a quelque peu surévalué notre dette pour 2013, car elle s'attend à ce que la croissance économique de la Belgique soit plus faible, provoquant ainsi une baisse de nos recettes. Comme il l'a promis à l'Union européenne, l'État belge tentera de ramener sa dette sous la barre des 100 % du PNB en vendant certains de ses actifs à concurrence d'un milliard d'euros et en optimisant la gestion de la dette. Même les prévisions les plus pessimistes tablent sur une croissance de notre économie de 1 % en 2014.

M. Hellings estime que ce traité est déséquilibré. Il est vrai que la boule de neige budgétaire devrait être combattue sur le long terme mais cela vaut aussi pour les boules de neige environnementale et sociale. La Grande Bretagne et la République Tchèque ne ratifieront pas ce traité. L'économie britannique est nettement plus développée que la nôtre mais l'économie tchèque est quant à elle, comparable à la nôtre et la Tchéquie bénéficie aussi d'une bonne réputation internationale. Donc, en ce qui concerne la Belgique, l'argument de la réputation n'est pas tellement pertinent.

Mme Matz souhaite savoir si le ministre a pris des initiatives pour rouvrir le débat de la mutualisation de la dette au sein de l'Eurozone.

M. Anciaux approuve l'idée d'organiser des auditions lors de la transposition des dispositions du traité en droit belge. Dans ce contexte interne belge, pourrait-on transposer dans la législation, non seulement la norme budgétaire, mais aussi les normes de protection sociale et de développement durable, sans remettre en cause les dispositions du traité? Quelle est l'opinion du ministre à ce sujet?

Le ministre se réfère à l'article 6 du traité, qui est libellé en ces termes: « Article 6. En vue de mieux coordonner la planification de leurs émissions de dette

gevaagd een aantal regels in het nationaal recht om te zetten zoals de *Golden Rule*.

Het verdrag is een stap naar en duurzame oplossing van de *Sovereign Debt Crisis*. Begrotingsdiscipline hangt er nauw samen mee alsook de solidariteitsinspanningen om lidstaten in moeilijkheden te helpen.

Een groot gedeelte van de verdragsbepalingen bestaat al binnen de akkoorden en wetgeving van de Europese Unie. Het gaat meer bepaald over het Stabiliteits- en Groeipact en de zes Europese verordeningen of de zogenaamde «*Six-Pack*» wetgeving uit 2011. De verdragsbepalingen zullen echter omgezet worden in het intern rechtssysteem van de verdragspartijen.

Onze staatsschuld bedraagt op dit moment zo'n 100 % van het Bruto Nationaal Product. Het is juist dat de Europese Commissie onze schuld voor 2013 wat hoger inschat omdat ze denkt dat onze economische groei lager zal liggen waardoor onze inkomsten zullen teruglopen. Door het verkopen van activa van de Staat ten bedrage van 1 miljard euro en door een optimaal schuldbeheer zal getracht worden de staatsschuld terug te brengen tot minder dan 100 % van het BNP, zoals beloofd aan de Europese Unie. Zelfs volgens de meest pessimistische voorspellingen, zou onze economie in 2014 met 1 % groeien.

De heer Hellings meent dat dit verdrag onevenwichtig is. Het klopt dat het budgettair sneeuwbal-effect moet worden bedwongen op lange termijn, maar dat geldt ook voor het milieu en de sociale problematiek. Groot-Brittannië en Tsjechië zullen dit verdrag niet ratificeren. De Britse economie is veel meer ontwikkeld dan de onze, maar de Tsjechische economie is vergelijkbaar met de onze en Tsjechië heeft ook een goede internationale reputatie. Dus wat België betreft, doet het argument betreffende de reputatie niet echt ter zake.

Mevrouw Matz wil weten of de minister initiatieven heeft genomen om het debat te heropenen over de onderlinge verdeling van de schulden binnen de Eurozone.

De heer Anciaux stemt ermee in om de hoorzittingen te laten doorgaan op het ogenblik van de omzetting van de verdragsbepalingen in het Belgisch recht. In deze interne Belgische context, kan men naast de budgettaire norm, ook de normen inzake sociale bescherming en duurzaamheid in de wetgeving verwerken zonder afbreuk te doen aan de verdragsbepalingen? Wat is de visie van de minister hierop?

De minister verwijst naar artikel 6 van het verdrag, waarin bepaald wordt: « Artikel 6. Met het oog op een betere coördinatie van de planning van de uitgifte van

nationale, les parties contractantes donnent à l'avance au Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne des indications sur leurs plans d'émissions de dette publique.» (doc. Sénat, n° 5-1939/1, p. 34).

Même si cet article 6 ne confère aucune base juridique à la mutualisation des dettes, il constitue toutefois une première étape dans cette direction (doc. Sénat, n° 5-1939/1, p. 17).

Le ministre veillera à ce que des auditions puissent être organisées lors de la transposition des dispositions du traité en droit belge.

L'intervenant évoque une récente proposition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, qui suggère de supprimer les amendes imposées aux États membres qui ne respectent pas la discipline budgétaire.

M. Trichet propose d'évoluer vers «une fédération économique et budgétaire européenne par exception». La Commission européenne proposerait alors des mesures économiques et budgétaires destinées à assainir le budget de l'État membre en question. Celles-ci seraient soumises pour approbation au Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement et devraient ensuite être également adoptées à la majorité par le Parlement européen, en concertation avec le Parlement de l'État membre en question.

Cette proposition ne suscitera probablement pas un grand enthousiasme au sein de l'Union européenne, mais d'après le ministre, elle démontre clairement la grande complexité des défis à relever dans le domaine budgétaire, vu le nombre de niveaux de pouvoir qui doivent intervenir, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Le ministre estime qu'un certain optimisme est malgré tout de mise, dans la mesure où le Conseil européen pour les Affaires économiques et financières, qui rassemble vingt-sept États membres, est quand même parvenu à enregistrer des avancées sur des problèmes aussi complexes que la fraude fiscale et le développement de l'union bancaire européenne.

M. Vanlouwe cite une lettre qui a été adressée le 27 février 2013 à Mme Sabine de Bethune, présidente du Sénat, par Mme Anne Demelenne, secrétaire générale de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), M. Claude Rolin, secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), et M. Bernard Noel, Secrétaire national de la Centrale générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB).

Ces derniers y réclament la tenue d'auditions (éventuellement conjointement devant la Chambre et

nationaal schuldpapier, melden de verdragsluitende partijen hun plannen tot uitgifte van nationaal schuldpapier vooraf aan de Raad van de Europese Unie en aan de Europese Commissie.» (stuk Senaat, nr. 5-1939/1, blz. 34).

Dit artikel 6 geeft echter geen rechtsbasis voor de verdeling van de schuldenlast (mutualiseren van de schuld) maar is wel een eerste stap in die richting (stuk Senaat, nr. 5-1939/1, blz. 17).

De minister zal er op toezien dat er hoorzittingen kunnen tot stand komen op het ogenblik van de omzetting van de verdragsbepalingen in het Belgisch recht.

Spreker vermeldt een recent voorstel van de heer Jean-Claude Trichet, voormalig voorzitter van Europese Centrale Bank waarin hij suggereert de boetes voor de lidstaten die de begrotingsdiscipline niet volgen, af te schaffen.

De heer Trichet stelt voor om te evolueren naar «une fédération économique et budgétaire européenne par exception». De Europese Commissie zou dan economische en budgettaire maatregelen voorstellen gericht op de sanering van de begroting van de betrokken Lidstaat. Deze worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Europese Raad van regeringsleiders en Staatshoofden en vervolgens moeten deze ook bij meerderheid worden aangenomen door het Europees Parlement in samenspraak met het parlement van de betrokken Lidstaat.

Dit voorstel zal op weinig enthousiasme kunnen rekenen binnen de Europese Unie maar het toont, volgens de minister, wel duidelijk aan dat de uitdagingen op budgettair gebied zeer complex zijn, gelet op het aantal beleidsniveaus, op nationaal als Europees vlak, dat hierbij betrokken is.

De minister is van oordeel dat er evenwel reden is tot optimisme omdat er binnen de Europese Raad Economische en Financiële Zaken die zeventwintig lidstaten verenigt, over ingewikkelde problemen zoals fiscale fraude en de uitbouw van de bankenunie toch vooruitgang wordt geboekt.

De heer Vanlouwe verwijst naar een schrijven van 27 februari 2013 gericht aan mevrouw Sabine de Bethune, voorzitter van de Senaat vanwege mevrouw Anne Demelenne, secretaris-generaal van het Algemeen Belgisch Vakverbond (ABVV), de heer Claude Rolin, secretaris-generaal van het Algemeen Christelijk Vakverbond (ACV) en de heer Bernard Noel, nationaal secretaris van de Algemene Centrale der liberale vakverbonden van België (ACLVB).

Hierbij wordt aangedrongen op het houden van hoorzittingen (eventueel gemeenschappelijk voor Ka-

le Sénat) afin de laisser s'exprimer les différents points de vue, notamment ceux des syndicats, sur la portée politique, économique et sociale du traité, y compris dans le cadre plus large de la gouvernance économique européenne.

M. Hellings souhaite que des auditions soient organisées avant que le présent projet de loi soit adopté, comme demandé dans la lettre du 20 mars dernier de Mme Khattabi, présidente de son groupe politique à la présidente du Sénat.

M. Mahoux se réfère à sa proposition initiale relative à l'organisation d'auditions au moment de la transposition en droit belge des dispositions du traité. Il estime que c'est cette proposition qui doit en premier lieu être soumise au vote de la commission et demande que la commission se prononce par un vote de procédure préalable sur ce point.

Lors du vote de procédure, il est décidé par 9 voix, contre 3 et 1 abstention de voter d'abord sur la proposition de M. Mahoux d'organiser des auditions au moment de la transposition en droit belge des dispositions du traité. Par 11 voix et 2 abstentions, la proposition précitée de M. Mahoux est adoptée.

#### IV. VOTES

Les articles 1<sup>er</sup> et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont adoptés par 12 voix contre 1.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*Les rapporteurs,*

Richard MILLER.  
Johan VERSTREKEN.

*Le président,*

Karl VANLOUWE.

\*  
\* \*

**Le texte adopté par la commission  
est identique au texte  
du projet de loi  
(voir le doc. Sénat, n° 5-1939/1 — 2012/2013).**

mer en Senaat) zodat diverse standpunten waaronder ook die van de vakbonden — over de politieke, economische en sociale draagwijdte van het Verdrag aan bod kunnen komen, ook in het ruimere kader van het Europees economisch bestuur.

De heer Hellings wil dat er hoorzittingen worden georganiseerd vóór dit wetsontwerp wordt aangenomen, zoals ook gevraagd wordt in de brief van 20 maart laatstleden van mevrouw Khattabi, voorzitter van haar politieke fractie, aan de voorzitter van de Senaat.

De heer Mahoux verwijst naar zijn oorspronkelijk voorstel om hoorzittingen te organiseren wanneer de bepalingen van het verdrag worden omgezet in Belgisch recht. Spreker meent dat dit voorstel in de eerste plaats ter stemming moet worden voorgelegd aan de commissie en vraagt dat de commissie zich bij stemming uitsprekt om dit punt eerst te bespreken.

Bij de procedurestemming wordt met 9 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding beslist om eerst te stemmen over het voorstel van de heer Mahoux om hoorzittingen te organiseren wanneer de bepalingen van het verdrag worden omgezet in Belgisch recht. Het voorstel van de heer Mahoux wordt met 11 stemmen bij 2 onthoudingen aangenomen.

#### IV. STEMMING

De artikelen 1 en 2, alsook het wetsontwerp in zijn geheel, worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 10 aanwezige leden.

*De rapporteurs,*

Richard MILLER.  
Johan VERSTREKEN.

*De voorzitter,*

Karl VANLOUWE.

\*  
\* \*

**De tekst aangenomen door de commissie  
is dezelfde als de tekst  
van het wetsontwerp  
(zie stuk Senaat, nr. 5-1939/1 — 2012/2013).**